Dialogue de sourds autour de la crise énergétique au Burundi

PANA, 11 juillet 2011Bujumbura, Burundi (PANA) - Les reprÃ©sentants de la population de Bujumbura et le deuxiÃ¨me vice-prÃ©sident de la RÃ©publique, en charge des questions Ã©conomiques et sociales, Gervais Rufyikiri, nâ€™ont pas pu accorder leurs violons, lors dâ€™un dÃ©bat public organisÃ©, lundi, sur les voies et moyens de rÃ©sorber le problÃ¨me de la cr Ã©nergÃ©tique.AprÃ¨s avoir annulÃ© le mois dernier sa dÃ©cision de rÃ©viser Ã la hausse les tarifs de lâ€™eau et de l'Ã©lec des proportions allant du simple au quadruple, acculÃ© par des pressions venant des organisations des consommateurs qui appelaient au soulÃ¨vement populaire contre la mesure, lâ€™Etat burundais revient Ã la charge, par l'intermÃ©diaire du Parlement burundais qui a mis sur pied une commission chargÃ©e de proposer des hausses tarifaires plus raisonnables.
Dans sa tentative de convaincre une population toujours rÃ©ticente du bien fondÃ© de revoir Ã la hausse les tarifs de lâ€™eau Ã©lectricitÃ©, le vice-prÃ©sident burundais a rappelÃ© Ã l'assistance que la quantitÃ© disponible du courant Ã©lectrique pour pays ne dÃ©passerait pas actuellement les 42 mÃ©gawatts pour des besoins rÃ©els de consommation de lâ€™ordre de 270 mÃ©gawatts.La hausse des tarifs sur lâ€™Ã©lectricitÃ© permettrait Ã©galement dâ€™investir dans de nouveaux ouvrages hydroÃ©lectriques et autres sources dâ€™Ã©nergies renouvelables pour passer de 2% d'abonnÃ©s du moment Ã au moins 15 dans lâ€™avenir, a encore argumentÃ© le vice-prÃ©sident burundais qui tente un argument plus convaincant selon lequelÂ les investisseurs Ã©trangers demeureront rÃ©ticents Ã venir au Burundi aussi longtemps que le pays vivra dans le noir.Au niveau de lâ€™eau, les reprÃ©sentants de la population Ã Bujumbura, la capitale, ont Ã©tÃ© Ã©galement informÃ©s quâ€™il multiplier la facture du moment par au moins six pour avoir de quoi rÃ©aliser de nouveaux investissements dans le secteur et prÃ©tendre Ã un approvisionnement rÃ©gulier en ce prÃ©cieux liquide, lâ€™Etat burundais nourrissant l'ambition de porter l taux de desserte en eau de 65% Ã plus de 85% dâ€™ici 2015.Les reprÃ©sentants de la population ne lâ€™ont pas entendu de oreille et ont demandÃ© plutÃ´t Ã lâ€™Etat de rÃ©gler dâ€™abord ses factures envers la RÃ©gie nationale de production et de commercialisation de lâ€™eau et l'Ã©lectricitÃ© (REGIDESO) au lieu de chercher lâ€™argent du cÃ´tÃ© dâ€™une population a dâ€™achat jugÃ©e Â«trÃ¨s faibleÂ».La dette des tiers envers la REGIDESO avoisinerait les 5 milliards de Francs burundais (prÃ¨s de 5 millions de dollars US).La REGIDESO devrait Ã©galement renoncer aux avantages relatifs Ã la gratuitÃ© de lâ€™e et Ã©lectricitÃ© pour son personnel et certains autres corps privilÃ©giÃ©s de lâ€™Etat, ont encore suggÃ©rÃ© les intervenants dÃ©bat public.Dâ€™un autre cÃ´tÃ©, les citoyens ont rappelÃ© que la REGIDESO nâ€™en Ã©tait pas Ã sa premiÃ¨re hausse ait toutefois un lÃ©ger mieux, dâ€™oÃ¹ la suggestion populaire de sâ€™assurer dâ€™abord que la gestion administrative et fin de lâ€™entreprise Ã©tatique, ayant le monopole de la production de lâ€™eau et Ã©lectricitÃ©, est rÃ©ellement saine.